



ETUDE DE BASE : Projet Walindé





Cette étude a été préparée et conduite par : Préré Monohouné – Chargé Suivi Evaluation Redevabilité et Apprentissage - Base de Maoroua.

Avec les contributions de : Rodrigue Towai, Kalib Saftia, Jean Bedem – Référents de zone des projets Walindé ; Hervé Tsémo Tchuenté Coordonateur National WASH.

Sous la supervision de : Christian Siddi Kaldame – Coordonateur des projets - Base de Maroua.

© CARE Cameroun, juillet 2022
SIC Hippodrome Villa La Rose - Rue 1079 - Yaoundé, BP 442, Cameroun.

SOMMAIRE

LISTE DES ACRONYMES	4
LISTE DES TABLEAUX	5
LISTE DES FIGURES	5
INTRODUCTION	6
1. Présentation de la zone de l'étude	7
1.1. PRÉSENTATION COMMUNE DE KAÉLÉ.....	7
1.2. PRESENTATION COMMUNE DE YAGOUA	8
1.3. PRESENTATION COMMUNE DE MOKOLO.....	8
1.4. PRESENTATION COMMUNE DE HINA	8
2. Méthodologie de l'étude	9
2.1. PREPARATION DU PROCESSUS DE COLLECTE DES DONNEES	9
2.2. IDENTIFICATION ET FORMATION DES AGENTS DE COLLECTE	11
3. Collecte des données primaires	12
3.1. REDACTION DU RAPPORT	14
3.2. PRINCIPALES LIMITES ET DIFFCULTES RENCONTREES DE L'ETUDE.....	14
4. Résultat de l'étude	15
4.1. INDICATEURS LIES A L'OBJECTIF SPECIFIQUE	15
4.2. INDICATEURS LIES AU RESULTAT 1	17
4.3. INDICATEURS LIES AU RESULTAT 2.....	18
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	20
BIBLIOGRAPHIE	22
ANNEXES	23

LISTE DES ACRONYMES

CARE	Cooperative for Assistance and Relief Everywhere
CGPE	Comité de Gestion des Points d'Eau
COOPERER	Communes et Organisation de la société Civile Performantes pour des populations Engagées et Résilientes
COVID-19	Maladie à coronavirus 2019
EHA	Eau Hygiène et Assainissement
F/G	Fille/Garçon
FGD	Focus Group Discussion
Km ²	Kilomètre Carré
MINAS	Ministère des Affaires Sociales
MINEDUB	Ministère de l'Education du Base
MINEE	Ministère de l'Eau et de l'Energie
MINESEC	Ministère de l'Enseignement Secondaire
PEREN	Programme de Poursuite des Engagements pour la Résilience à l'Extrême-Nord
RESILIAN	Programme de Redressement Economique et Social Inclusif et de Lutte contre l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle des Territoires du Nord Cameroun
SEMRY	Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture
SODECOTON	Société de Développement du Coton du Cameroun
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
WASH	Water Sanitation and Hygiene

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : REPARTITION DU NOMBRE DE PERSONNES A ENQUETER PAR COMMUNE	11
TABLEAU 2 : NOMBRE D'ENQUETES	12
TABLEAU 3 : NOMBRE D'ENTRETIENS INDIVIDUELLE (EI)	13
TABLEAU 4 : ETAT DE FONCTIONNEMENT DES FORAGES DANS LES ECOLES CIBLEES POUR LA COLLECTE DES DONNEES.....	15
TABLEAU 5 : NOMBRE DE PERSONNES AYANT BENEFICIE DE SEANCES DE PROPOMTION A L'HYGIENE.....	19

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1 : EFFECTIF DES PERSONNES INTERROGEEES PAR COMMUNES.....	12
FIGURE 2 : TEMPS MIS PAR LES ELEVES POUR LA COLLECTE L'EAU EN CAS DE PANNE DU FORAGE DE L'ECOLE	15
FIGURE 3 : PRINCIPAUX LIEUX DE DEFECATION DES ELEVES PENDANT LES HEURES DE CLASSE.....	17
FIGURE 4 : POURCENTAGE DE PERSONNES AYANT DECLARE AVOIR ETE VICTIME D'UN ACTE DE VIOLENCE PENDANT LA COLLECTE DE L'EAU.....	17
FIGURE 5 : POURCENTAGE DE PERSONNES PAR COMMUNE DECLARANT AVOIR PARTICIPEE A UNE SEANCE DE PROMOTION DE L'HYGIENE	19
FIGURE 6 : REPARTITION DES QUI ONT ADOPTEES AU MOINS 3 BONNES PRATIQUES EN MATIERE D'EHA.....	20

INTRODUCTION

L'Extrême Nord du Cameroun est confronté depuis plusieurs années à des problématiques structurelles. La vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire, au réchauffement climatique ou encore aux épidémies, a été exacerbée par la crise sécuritaire autour du Lac Tchad, ayant causé un déplacement important de population.

Elle est la région la plus pauvre du Cameroun, avec 74% de la population vivant sous le seuil de pauvreté (mois d'1,125€/jour) contre 37,5% au niveau national (INS : 2014). De plus, l'incidence de la pauvreté est plus élevée en milieu rural (66%) qu'en milieu urbain (7%).

L'Extrême Nord dispose d'une faible couverture en services de base, notamment en matière d'eau et d'assainissement. D'après l'UNICEF, le taux d'accès à l'eau potable dans le Nord du Cameroun est de 53% contre 73% dans le Centre du pays (UNICEF : 2017). En 2017, seuls 16% des écoles dans le Mayo Tsanga et 24% dans le Mayo Kani – les deux départements d'intervention – disposent d'un accès à l'eau. Le ratio latrine par élève est compris entre 249 pour le Mayo Kani et 352 pour le Mayo Tsanga, soit 5 à 6 fois plus que les standards fixés par l'UNICEF. Le nombre restreint d'infrastructures adaptées, telles que les latrines sexospécifiques, constitue un frein à la scolarisation des enfants notamment des jeunes filles.¹ L'absence d'intimité pour changer ou nettoyer les protections menstruelles, de matériel hygiénique, ainsi que les tabous autour des menstruations poussent de nombreuses filles à quitter l'école lors de leurs règles.

Dans les zones rurales, la présence de dispositifs de lavage de mains (DLM) fonctionnels au sein des écoles reste rare, ce qui limite fortement le lavage des mains des élèves et des enseignants ainsi que la mise en pratique des mesures de prévention contre la COVID-19. Faute de moyens, d'infrastructures et de formations, les enseignements relatifs à l'eau, l'hygiène et l'assainissement ne se traduisent pas systématiquement par le changement des comportements.

Pour répondre à cette situation, le projet de CARE Cameroun envisage de mettre en œuvre le projet intitulé « aider les autres », ou « Walindé » en langue Fulfuldé, dont l'objectif global est de renforcer l'accès aux services de bases en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement (EHA) et aux services informels d'épargne et de crédit dans la région de l'Extrême Nord du Cameroun. De manière spécifique, cet objectif se traduit à travers l'amélioration la couverture en eau potable et l'accès aux services d'épargne et de crédit pour les femmes et les jeunes dans les communes de Mokolo, Hina, Yagoua, Kaélé.

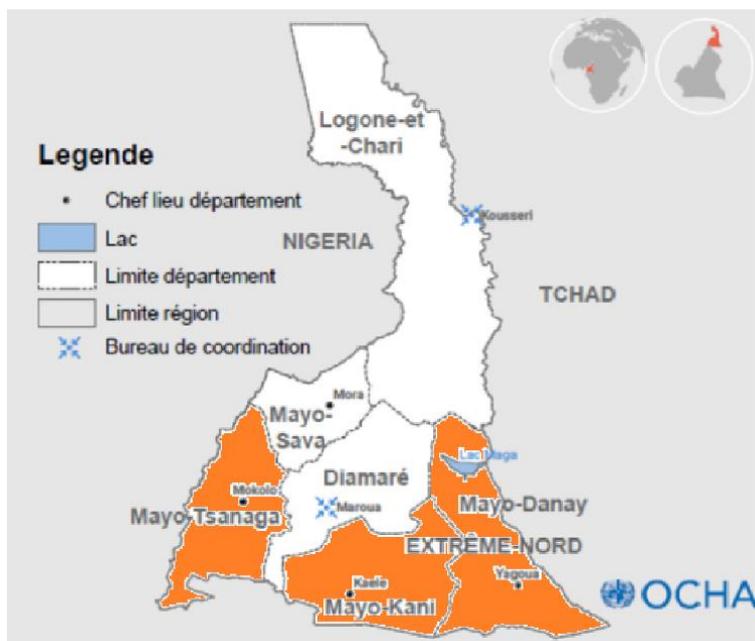
CARE est intervenu dans les communes de Mokolo et Hina (Mayo Tsanga), Yagoua et Kaélé (Mayo Danay), respectivement dans le cadre des projets RESILIAN (2017-2020), COOPERER I et II (2016-2017 / 2019-2020). La continuité de ces programmes est actuellement assurée par les projets PEREN (Mokolo et Hina) et COOPERER III (Yagoua et Kaélé), qui visent respectivement (1) au renforcement de la résilience des populations vulnérables face aux crises alimentaires, (2) à l'amélioration de l'accès aux services sociaux de bases et aux opportunités économiques. Le projet Aider les Autres construira des synergies

¹ Le taux d'achèvement de l'école primaire est de 61% à l'Extrême Nord, et de seulement 49,2% pour les filles.

avec ces projets au niveau de la gouvernance, de la gestion communautaire des points d'eau ou encore du suivi des AVEC.

Conformément à la note conceptuelle du projet, une étude de base (ou encore base line), a été conduite, pour mesurer les indicateurs clés du projet. Ainsi, cette étude permettra à l'équipe du projet de mieux comprendre les situations des cibles du projet au moment de son démarrage. Les activités seront affinées et ajustées en fonction des résultats.

1. Présentation de la zone de l'étude



CARE propose de poursuivre et consolider les actions initiées dans les projets antérieurs au PEREN, notamment les 03 phases du projet COOPERER et le RESILIAN dans les Communes de Kaélé-Mayo Kani, Yagoua - Mayo Danay et Mokolo et Hina – Mayo Tsanaga dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun.

Cette zone géographique est caractérisée par une insuffisance des infrastructures hydrauliques, un fort taux de chômage, l'exode rural massif, les difficultés d'accès

à la terre, la difficulté d'accès aux opportunités économiques et un faible accès à l'eau potable qui engendre des difficultés à appliquer les bonnes pratiques d'hygiène. Ces difficultés ont été exacerbées par la pandémie de la COVID-19.

1.1. PRÉSENTATION COMMUNE DE KAÉLÉ

La commune de Kaélé épouse le découpage administratif de l'arrondissement de Kaélé et se trouve dans le département du Mayo-Kani, Région de l'Extrême-Nord. Elle a été créée par décret présidentiel N° 060/81 du 31 décembre 1960. Et est limitée au Nord par la commune de Mindif, au Sud par la République du Tchad, à l'Est par la commune de Guidiguis, au Sud-ouest par la Commune de Guider et à l'Ouest par la commune de Moutourwa. Elle a une superficie de 1 785 Km² et sa population actuelle est de 126 376 habitants. Son chef-lieu Kaélé est le chef-lieu du département du Mayo-Kani, il se trouve au Sud de Maroua chef-lieu de la Région de l'Extrême-Nord à environs 100 Km.

La Commune de Kaélé dispose de nombreux atouts et potentialités pour son développement économique et social, mais également des contraintes qu'il faudrait lever pour faciliter ce développement. Ces atouts et potentialités sont entre autres :

- Les bas-fonds propices aux cultures maraichères et de contresaison on les trouve le long du Mayo-Kani et des autres mayos qui arrosent l'espace communal ;
- Les multiples vergers des manguiers, des goyaviers et des agrumes qui offrent d'énormes possibilités de création de petites unités de transformation agro-alimentaires ;
- Les principaux groupes ethniques rencontrés sont les Moundang, les Guidar, les Toupouri, les Guiziga, les Peuls, avec les Moundang comme groupe majoritaire.

1.2. PRESENTATION COMMUNE DE YAGOUA

La commune de Yagoua est le chef-lieu du département du Mayo Danay et est située à 211 Km de la ville de Maroua Chef-lieu de la Région de l'Extrême-Nord Cameroun. Elle constitue un important carrefour commercial reliant les départements situés au Sud de la région de l'Extrême Nord du Cameroun à la ville Tchadienne de Bongor. Elle a une superficie de 950 km², et est bordée à l'Est par le fleuve Logone, frontière naturelle entre le Cameroun et le Tchad, avec à 10 kilomètres la ville Tchadienne de Bongor et à environ 200 km à N'Djamena, capitale de la République du Tchad. Cela constitue un atout majeur pour le développement des échanges commerciaux dans la sous-région. La Commune de Yagoua compte environs 170,000 habitants. Elle est composée de quatre principaux groupes ethniques : les Massa, les Toupouri, les Kanuri et les Peulhs, qui cohabitent de manière pacifique depuis des décennies. Le tissu économique de la commune de Yagoua est soutenu par l'agriculture dont le riz et le coton qui bénéficient respectivement de l'encadrement des sociétés nationales SEMRY (Société d'Expansion et de Modernisation de Riz) et SODECOTON (Société de développement du coton). Au sujet des échanges, il est important de noter que le riz est l'une des principales cultures de rente, soit environ 44.000 tonnes par an soit environ 31% de la production du pays en 2020. Une bonne partie de cette production était exportée vers les pays voisins, notamment vers le Tchad avant la crise sécuritaire dans la région.

1.3. PRESENTATION COMMUNE DE MOKOLO

La Commune de Mokolo est l'une des plus grandes du Cameroun. Elle s'étend sur 1 650 Km² et compte deux chefferies de premiers degrés, cinq chefferies de deuxièmes degrés et 106 chefferies de troisième degré. D'après les données du dernier recensement général de la population, celle de la commune de Mokolo était estimée à 310 000 âmes environs. La commune est couverte par une végétation sahélo-soudanienne et arrosée par deux cours d'eau : le Mayo Tsanaga et le Mayo Louti qui prennent leurs sources sur les montagnes qui sont la principale caractéristique du relief de cette communes avec des monts pouvant atteindre 1412 m de hauteur.²

1.4. PRESENTATION COMMUNE DE HINA

Tout comme la commune de Mokolo, celle de Hina est l'une des unités administratives du département du Mayo Tsanaga. Le relief de la commune est accidenté et marqué par un ensemble de plateau d'altitude caractéristique des régions des Monts Mandara qui font partie des massifs montagneux constituant la dorsale avec des altitudes moyennes d'environ 1000 m. la zone est arrosée par plusieurs cours d'eau saisonniers (Mayo), qui s'écoule que pendant

² PDC de la commune de Mokolo, 2014

la saison des pluies (de juillet à octobre). Les données du dernier recensement général de la population estimaient celle de la commune de Hina à 43755 habitants, principalement agriculteurs mais pratiquant également l'élevage, l'artisanat et le petit commerce.

De manière générale, la région de l'Extrême Nord dispose d'une faible couverture en services de base, notamment en matière d'eau et d'assainissement. D'après l'UNICEF, le taux d'accès à l'eau potable dans le Nord du Cameroun est de 53% contre 73% dans le Centre du pays (UNICEF : 2017). En 2017, seuls 16% des écoles dans le Mayo Tsanga et 24% dans le Mayo Kani disposaient d'un accès à l'eau. Le ratio latrine par élève est compris entre 249 pour le Mayo Kani et 352 pour le Mayo Tsanga, soit 5 à 6 fois plus que les standards fixés par UNICEF. Le nombre restreint d'infrastructures adaptées, telles que les latrines sexospécifiques, constitue un frein à la scolarisation des enfants notamment des jeunes filles. L'absence d'intimité pour changer ou nettoyer les protections menstruelles, de matériel hygiénique, ainsi que les tabous autour des menstruations poussent de nombreuses filles à quitter l'école lors de leurs règles.

2. Méthodologie de l'étude

L'atteinte des objectifs³ poursuivis par cette étude, s'est appuyé sur une approche participative et consultative. Ainsi, les données ont été collectées auprès des élèves et leurs parents ainsi qu'auprès du personnel enseignant des écoles ciblées, les leaders traditionnels, les membres des bureaux des micro-assurance des forages, les comités de gestion de points d'eau, les exécutifs communaux, les districts de santé et formations sanitaires. Les étapes suivantes ont articulé le déroulement de l'étude :

- Préparation du processus de collecte des données ;
- Identification et formation des agents enquêteurs ;
- Saisie, traitement et analyse des données collectées ;
- Rédaction du rapport.

2.1. PREPARATION DU PROCESSUS DE COLLECTE DES DONNEES

Revue documentaire

Elle a permis d'exploiter les documents pertinents qui ont permis de concevoir les outils et une méthodologie qui réponde aux objectifs de l'étude. Ainsi, les documents suivants ont été revus et analysés :

- Note conceptuelle du projet ;
- Rapports d'évaluation finale du projet COOPERER II ;
- Rapport d'étude de base des projets COOPERER III et PEREN
- Vision du Cameroun à l'horizon 2035 ;
- PCD des communes de Mokolo, Hina, Kaélé et Yagoua
- Stratégie Nationale de Développement du Cameroun 2030 ;
- Vision 2030 de CARE International ;
- Etudes thématiques sur le WASH in School dans la région de l'Extrême-Nord.

³ Voir Annexe 1 – TDR de l'étude

Préparation des outils

Les TDRs de l'étude ont été rédigés en s'assurant de prendre en compte les différentes thématiques couvertes par le projet (gouvernance communautaire et communale des infrastructures de base, WASH, prévention et réponse à la COVID 19). Un questionnaire d'enquête a été élaboré en s'appuyant sur les données recherchées pour chaque objectif de l'étude. Des guides d'entretiens individuels et de groupe de discussion⁴ ont été préparés pour la collecte de données qualitatives auprès de :

- Personnel des communes impliquées dans la gestion du parc hydraulique ;
- Membres des Micro-assurance ;
- Membres des comités de gestion ;
- Membres de la communauté ;
- Responsable des établissements scolaires ;
- Services déconcentrés de l'état (MINEDUB, MINESEC, MINEE, MINAS).

Échantillonnage

L'étude quantitative s'est faite sur la base d'un sondage non probabiliste. La base de sondage étant constituée à partir des standards de l'UNICEF en matière d'accès à l'eau dans les établissements scolaires, soit 250 personnes pour un point d'eau amélioré. Le projet envisage de réhabiliter 20 forages et en construire 7 soit un total de 6750 personnes à couvrir dans les 04 communes.

Détermination de la taille de l'échantillon

Pour déterminer la taille d'échantillon des ménages, nous utiliserons la formule classique ci-dessous : $n = t^2 \times p \times (1-p) / m^2$

- n : Taille d'échantillon minimale pour obtenir des résultats significatifs
- $t=1,96$ est le quantile d'ordre 0,25 de la loi normale; c'est la valeur type du niveau de confiance de 95 %
- $p=50\%$ est la proportion des publics cibles satisfaite de la prise en compte de leurs besoins par les autorités locales tirée du cadre logique ;
- $m=5\%$ est la marge d'erreur.

Le calcul de la Taille d'échantillon minimale pour obtenir des résultats significatifs est de $n = 1,96^2 \times 0,5 \times 0,5 / 0,05^2 = 384$ soit 422 ménages en considérant un taux de non-réponse de 10%.

Mode de sélection de l'échantillon final

La sélection de l'échantillon final s'est faite en deux étapes. Le nombre de ménage à enquêter dans chaque commune a été déterminé au prorata du nombre du nombre d'école d'écoles devant bénéficier de l'intervention du projet.

En fonction des écoles ciblées dans chaque commune, une répartition des ménages à enquêter a été déterminée. Dans chaque ménage, nous avons administré 02 questionnaires dont 01 adressé aux parents (père ou mère, en fonction de la disponibilité de l'un ou de

⁴ Voir Annexe 2

l'autre) ; et 01 adressé aux enfants. La priorité étant accordée aux ménages ayant des enfants scolarisés dans les écoles retenues pour bénéficier des interventions du projet.

Tableau 1: Répartition du nombre de personnes à enquêter par commune

Commune	Nombre de forages identifiés	Nombre de ménages à enquêter
Yagoua	11	172
Kaélé	10	156
Hina	6	94
Mokolo	5	78
TOTAL	27	442

2.2. IDENTIFICATION ET FORMATION DES AGENTS DE COLLECTE

Au total, 09 personnes ont été identifiées parmi les (03) animateurs terrains (06) enquêteurs pour assurer la collecte dans les 04 communes cibles. Le choix s'est porté sur ces agents au vu de leurs expériences dans les zones cibles de l'études et en raison de leurs participations antérieures à des études similaires pour le compte de CARE Cameroun.

Cette séance d'imprégnation visait à doter les agents de collecte des données d'une connaissance harmonisée et approfondie du contenu du questionnaire ainsi que des principes et valeurs de CARE International. En effet la formation des enquêteurs sélectionnés s'est déroulée en deux phases. Le 13 novembre 2021, Il était question de présenter et faciliter l'appropriation de l'outil par les enquêteurs. Elle s'est poursuivie par un pré test du questionnaire le 14 novembre 2021 dans la commune de Mokolo. Les questionnaires renseignés dans la phase du pré test ont été revus et des orientations ont été données aux enquêteurs au vu des erreurs constatées.

3. Collecte des données primaires

La collecte des données s'est faite du 15 au 28 novembre 2021. Elle a permis de recueillir des données qualitatives et quantitatives. Le tableau suivant présente le récapitulatif du nombre de ménages consultés.

Tableau 2 : Nombre d'enquêtés

Groupes	Masculin	Féminin	TOTAL
Enfants	243	226	469
Enseignants	37	10	47
Parents	316	161	477
TOTAL	596	397	993

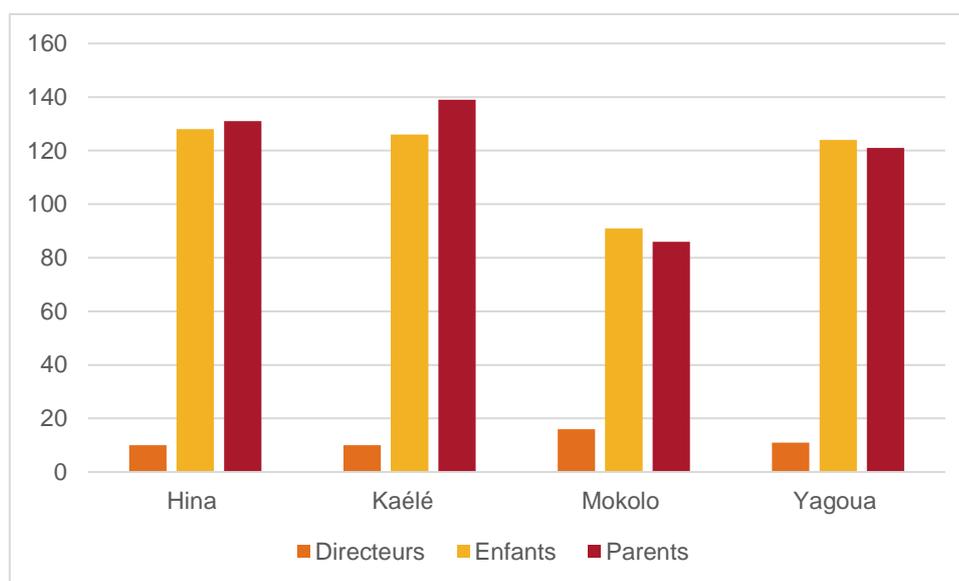


Figure 1 : Effectif des personnes interrogées par communes

Le volet qualitatif a été exploratoire et a permis de documenter les données quantitatives, en allant au-delà des simples déclarations, afin de permettre de mieux orienter les interventions du projet. Pour les communes de Kaélé et Yagoua, elle s'est appuyée sur les informations collectées dans le cadre de l'étude de base des projets COOPERER III et PEREN.

Des entretiens individuels avec des personnes ressources telles que :

- Des membres des Comités de Gestion des Points d'Eau (CGPE) ;
- Des membres des Micro-assurance ;
- Les staffs des communes impliquées dans la gestion du parc hydraulique ;
- Les responsables des délégations du ministère de l'éducation de base.

La typologie des informateurs clés, le nombre de focus groupe et entretiens individuels sont donnés dans le tableau suivant :

Tableau 3 : Nombre d'Entretiens Individuelle (EI)

Cibles (informateurs clés)	Nombre de personnes sollicitées par commune				Nombre de EI pour les Communes ciblées
	Mokolo	Hina	Yagoua	Kaélé	
Personnel des communes impliquées dans la gestion du parc hydraulique	1	1	-	-	2
Membres des Micro-assurance	4	4	-	-	8
Membres des comités de gestion	4	4	-	-	8
FGD avec les membres de la communauté (12 hommes, 12 femmes et 12 enfants filles et garçons)	36	36	-	-	72
Responsable des établissements scolaires	16	10	11	10	47
Services déconcentrés de l'état (MINEDUB, MINESEC, MINEE, MINAS)	4	4	4	4	16
Total	65	59	15	14	153

Outils de collecte des données

Plusieurs outils de collecte ont été élaborés en fonction de la cible pour cette étude. S'agissant du volet quantitatif, un questionnaire a été élaboré qui comprendra pour collecter les éléments ci-dessous :

- Nombre de personnes vivant à proximité des écoles ciblées qui déclarent être victime d'un acte de violence en allant à la collecte de l'eau ou au moment de la collecte ;
- Nombre de parent d'élèves qui déclarent qu'eux et/ou leurs enfants avoir déjà bénéficié d'une sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène ;
- Période de la sensibilisation ;
- Thématiques abordées lors des séances de sensibilisation ;
- Nombre de parent d'élèves qui déclarent qu'eux et/ou leurs enfants avoir déjà bénéficié d'une sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène ;
- Nombre de parents d'élèves/élèves qui démontrent au moins 3 gestes/pratiques correcte en matière de EHA.

Une grille d'observation a également été élaborée pour collecter les informations dans les écoles concernant :

- L'état de fonctionnement des points d'eau au sein des établissements scolaires ;
- L'existence d'un lieu désigné pour le lavage des mains y compris la présence de l'eau et du savon ;
- La présence des latrines adéquates.

Les guides d'entretiens individuels quand eux ont permis de collecter les informations suivantes :

- Nombre de point d'eau fonctionnelles au sein des établissements scolaires ;
- Effectif des élèves (F/G) par établissement ;
- Nombres de femmes dans les comités de gestion/micro-assurance ;
- Nombre de femmes membres du bureau dans les comités de gestion/micro-assurance.

Saisie, traitement et analyse des données collectées

Les informations collectées auprès des ménages ont été collectées à l'aide l'application KoboCollect. Les données collectées ont fait l'objet d'une revue et d'une validation journalière par le Chargé MEAL avant leurs transferts vers le serveur en ligne. Une fois toutes les données enregistrées dans le système, elles ont fait l'objet d'un processus de traitement en vue de la production des tableau et graphique devant servir à alimenter le rapport.

En ce qui concerne les données issues des entretiens individuels, un Template de saisi sera mis à la disposition des agents de collecte pour leur permettre de transcrire les informations qu'ils auront collectées grâce à cette technique.

3.1. REDACTION DU RAPPORT

Un rapport faisant ressortir les données de base pour les indicateurs applicables sera élaboré par le Chargé MEAL et soumis à l'équipe de projet pour appréciation. Les observations et inputs apportés seront intégrés au rapport pour améliorer sa qualité. Le rapport ainsi finalisé sera transmis aux ayants droits.

3.2. PRINCIPALES LIMITES ET DIFFCULTES RENCONTREES DE L'ETUDE

La collecte des données a été initié avant la fin de l'identification des écoles retenues pour bénéficiers des interventions du projet. Pour cette raison, la collecte s'est faite en deux temps et n'a permis de couvrir que 80% des écoles au lieux de 100% qui aurait été l'idéal.

4. Résultat de l'étude

4.1. INDICATEURS LIES A L'OBJECTIF SPECIFIQUE

% des personnes utilisant au moins un service d'eau potable de base

Dans les 47 écoles où les données ont été collectées, 41% des élèves et des parents consultés déclarent avoir accès à l'eau potable en milieu scolaire. Le tableau ci-dessous présente l'état de fonctionnement des points d'eau dans les écoles retenues.

Tableau 4 : Etat de fonctionnement des forages dans les écoles ciblées pour la collecte des données

Étiquettes de lignes	Fonctionnel	Fonctionnel, mais régulièrement en panne	Non fonctionnel	Total général
Hina	0	3	1	4
Kaélé	2	0	4	6
Mokolo	0	5	1	6
Yagoua	4	0	3	7
Total général	6	8	9	23

On constatera dans le tableau ci-dessus que sur les 23 écoles disposant d'un forage, seuls 39% des forages sont fonctionnels. 26% sont fonctionnels régulièrement et 35% qui sont fonctionnels mais régulièrement en panne. Cependant d'autres sources de collecte de l'eau sont disponibles, 13% des parents enquêtés affirment en effet qu'il faut à leurs enfants au moins 30 minutes pour aller collecter de l'eau et revenir à la maison.

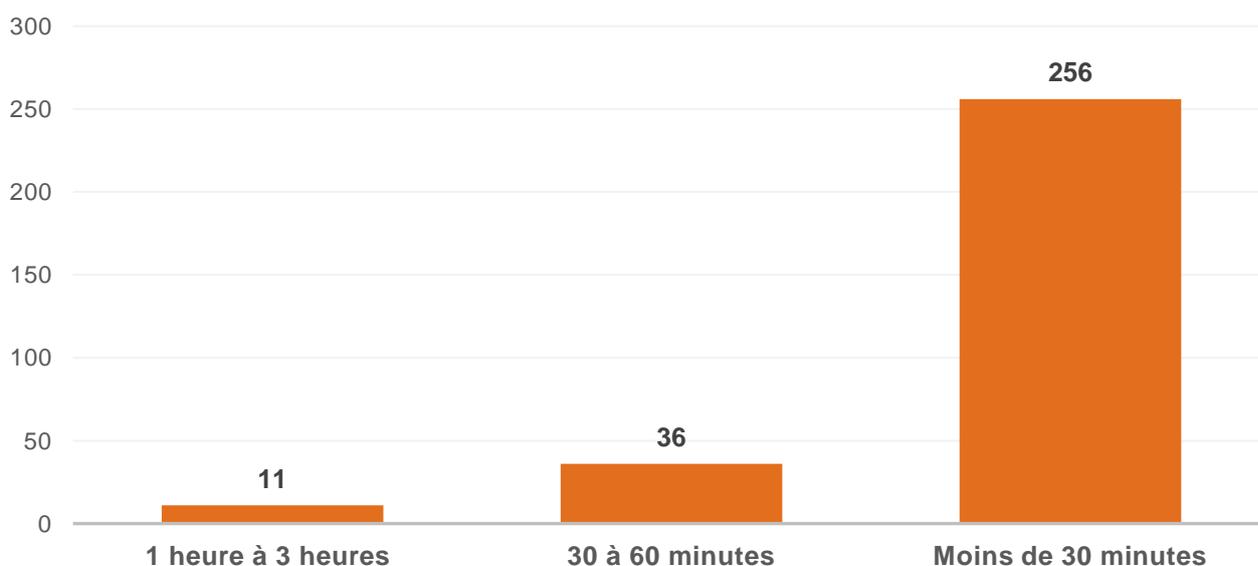


Figure 2 : Temps mis par les élèves pour la collecte l'eau en cas de panne du forage de l'école

En cas de panne du forage de l'école, 18% des élèves enquêtés révèlent qu'il leur faut minimum 30 minutes pour la collecte de l'eau pendant les heures de classe. La collecte de l'eau influence négativement la scolarisation des enfants et filles en particulier (principales chargées de la corvée d'eau), car elle cause des retards des élèves à l'arrivée en classe ou après les pauses. Ce qui leurs vaut de rater une partie des enseignements dispensés, des punitions ou même l'exclusion dans les pires des cas.

Le nombre élevé de forage en panne s'explique notamment par le fait que pour la grandit majorité ils ne disposent pas de comité de gestion fonctionnel et donc ne sont pas affilié à la micro-assurance des forages qui est un outil logé à la commune et qui permet de mutualiser les efforts des membres de la communauté pour réduire les risques et résoudre les pannes lourdes et limiter les incertitudes sur la capacité de réparation prompt l'infrastructure par les populations pauvres et vulnérables. De même pour les points d'eau qui dispose de CGPE, on note encore une certaine retissance à adhérer à la microassurance, notamment en raison de l'ignorance des avantages que cela pourrait à leur communauté.

% d'écoles ayant un lieu désigné pour le lavage des mains où l'eau et le savon sont présents et les latrines propres

Sur les 47 écoles enquêtées, seulement 9 soit 19% présente des latrines relativement proprement situées à proximité d'un point désigné pour le lavage des mains et disposant de savon.



Photo 1 : Toiletttes de l'école publique de Djidoma 1, commune de Kaélé



Photo 2 : Toilette de l'école publique de Kaftaka, commune de Mokolo

Comme le montre le graphique ci-dessous la majorité des élèves se servent des toilettes de leurs écoles pour déféquer pendant les heures de classe, cependant 30% déclarent le faire aussi à l'air libre soit par ce que les latrines sont insuffisantes ou alors parce qu'elles sont inutilisables. Parmi les enfants qui déclarent utiliser les latrines de l'école pour effectuer leurs besoins 29,6% estiment qu'elles n'offrent pas suffisamment de sécurité/intimité aux utilisateurs notamment en raison du fait que : les toilettes ne se ferme pas, qu'elles soient non fonctionnelles, qu'elles aient une porte qui s'ouvre de l'extérieure, elles soient trop proche des salles de classe ou pas à l'abri des regards.

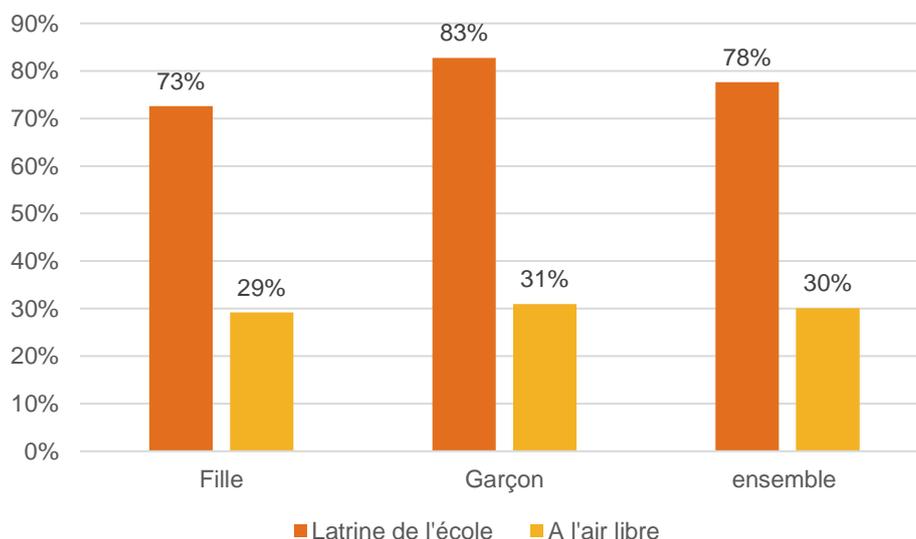


Figure 3 : Principaux lieux de défécation des élèves pendant les heures de classe

4.2. INDICATEURS LIES AU RESULTAT 1

de personnes (F, H, f, g) ayant rapporté des actes de violence en allant à la collecte de l'eau ou au moment de la collecte

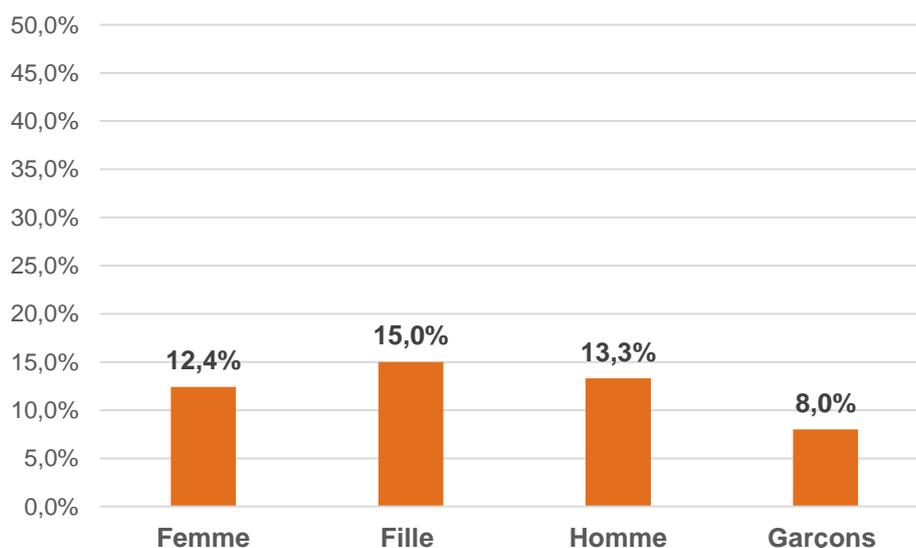


Figure 4 : Pourcentage de personnes ayant déclaré avoir été victime d'un acte de violence pendant la collecte de l'eau

Les cas de violences signalés sont surtout les agressions physiques et verbales avec un cas de viol signalé à l'égard d'une jeune fille. Dans la majorité des cas, les agressions verbales et physiques sont dues à la forte affluance de personnes autour de points d'eau insuffisants. L'affluance des personnes à la recherche de l'eau crée généralement des tensions car les uns et les autres souhaitent collecter de l'eau le plus rapidement possible et regagner leur domicile. Le plus souvent, les plus âgés usent de leur influence et de la force physique sur les plus jeunes pour collecter de l'eau avant eux. Cette situation est également exacerbée par la faiblesse du dispositif sécuritaire autour des infrastructures qui met les filles et les jeunes garçons à risques de VBG. Un parent s'exprime à cet effet : **« Ma fille était victime lorsqu'elle rentrée du forage le soir deux garçons voulais la violer ».**

% des femmes ayant des postes clés au sein des comités de gestion / du bureau communal de la micro-assurance des points d'eau

En date, les bureaux de micro-assurance des 04 communes compte 42 membres dont 17% sont des femmes. L'effectif des membres des comités de gestion n'étant pas encore connu, il fera l'objet d'une collecte spécifique pendant la mise en œuvre du projet. Cependant, les informations collectées lors des FGD révèlent que dans environ 90% des CGPE, les femmes occupent les postes de trésorières, fontainières, commissaires au compte. D'après cette même source, bien qu'elles n'occupent pas les postes stratégiques de prise de décision, leurs points de vue est bien pris en compte lors rencontres organisées.

Saut de page

4.3. INDICATEURS LIES AU RESULTAT 2

de personnes (F, H, f, g) qui ont bénéficié de séances de promotion à l'hygiène

Les données concernant cet indicateur seront collectées continuellement pendant la mise en œuvre de projet. Cependant nous relevons que 48% des parents et 40% des enfants déclarent avoir participé au moins une fois à une séance de promotion de l'hygiène. Cette proportion s'avère assez faible dans les communes de Kaélé et de Yagoua où respectivement seulement 27% et 25 % d'enfance font cette affirmation. D'après les personnes consultées, les sensibilisations portaient surtout sur :

- Le lavage des mains ;
- La prévention contre la COVID-19 ;
- La Gestion de l'eau ;
- La propreté en milieu scolaire ;
- L'hygiène corporelle ;
- L'hygiène menstruelle (pour seulement 5% des filles et 1% des femmes enquêtées).

Ce pourcentage relativement bas pourrait expliquer la persistance de certaines mauvaises pratiques notamment en rapport avec la défécation à libre, le lavage des mains, la propreté en milieu scolaire, et la gestion de l'hygiène menstruelle.

Concernant ce dernier point, il faut relever que c'est sujet qui demeure tabou et qui est faiblement abordé tant en milieu scolaire qu'au niveau de la famille. Un participant au FGD déclare à cet effet : **« Beaucoup de femmes qui n'ont pas fait les études ne maîtrisent pas leur cycle. C'est quelque chose de tabou. Certains considèrent l'apparition des**

menstrues comme un signe de maturité et pensent déjà à envoyer leurs filles en mariage ».

Tableau 5 : Nombre de personnes ayant bénéficié de séances de promotion à l'hygiène

Étiquettes de lignes	Femme/fille	Homme/garçon	TOTAL
Parent	44%	53%	48%
Enfant	43%	38%	40%

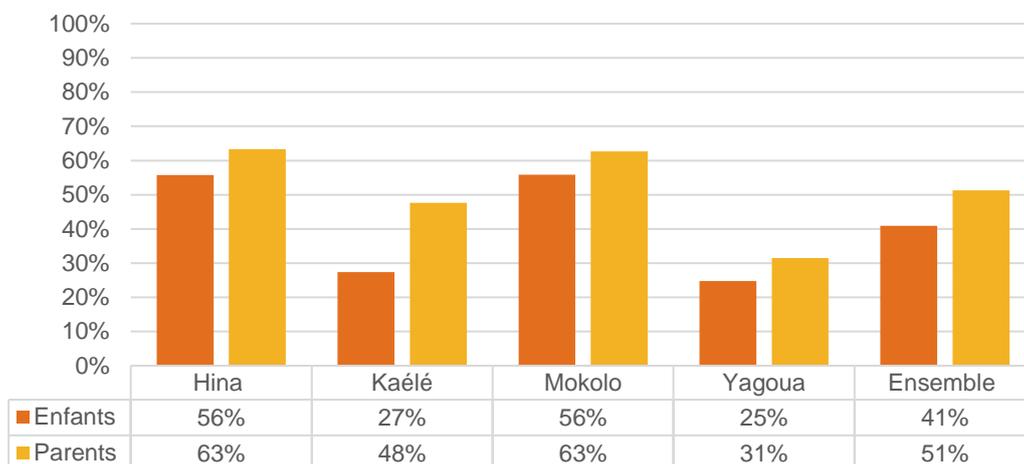


Figure 5 : Pourcentage de personnes par commune déclarant avoir participé à une séance de promotion de l'hygiène

% des personnes (H, F, f, g) qui ont adoptées au moins 3 bonnes pratiques en matière d'EHA

Pour capter cette information à la base line, nous nous sommes appuyés sur le nombre de personnes qui démontrent correctement comment se laver les mains et comment recueillir de l'eau à boire dans un récipient ainsi que sur ceux ayant déclaré se laver régulièrement les mains avec de l'eau et du savon.

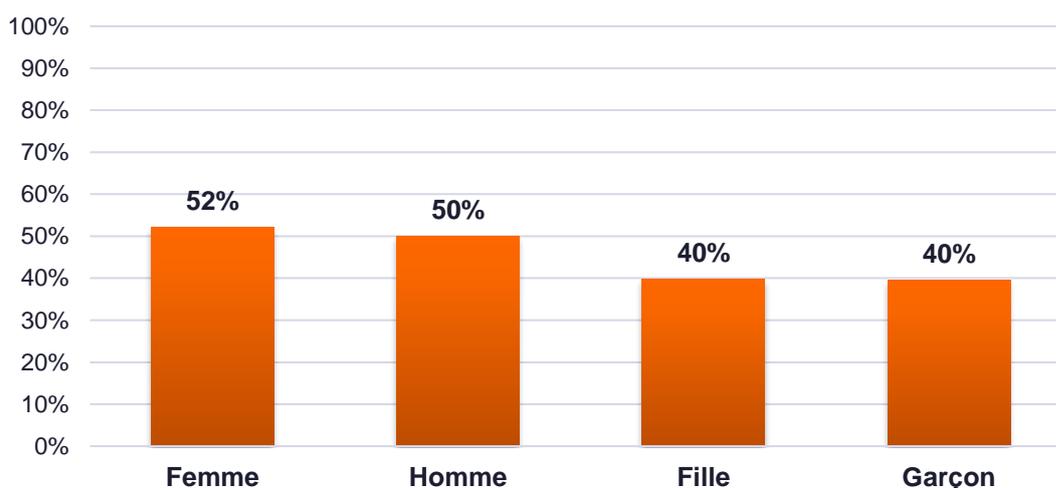
Figure 6 : Répartition des qui ont adoptées au moins 3 bonnes pratiques en matière d'EHA

En moyenne, 45,5% des personnes démontrent au moins trois bonnes pratiques en matière d'EHA, ce pourcentage étant le plus faible chez les de la commune de Mokolo 32%.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Le projet AIDER LES AUTRES est mis en œuvre par CARE International au Cameroun, compte poursuivre et consolider les actions initiées par les projets COOPERER III (pour les communes de Kaélé et Yagoua) et PEREN (pour les communes de Mokolo et Hina) avec pour finalité d'améliorer la vie de 22 222 personnes dans les Communes de Kaélé, Yagoua, Mokolo et Hina.

Afin d'établir une situation de référence du projet et d'établir une base de suivi de ses indicateurs, une étude a été initiée dans les 04 communes d'intervention et auprès des élèves et parents d'élèves des écoles identifiées pour bénéficier des interventions. A cet effet, les données ont été collectées dans les 04 communes d'interventions auprès de des élèves et leurs parents ainsi qu'auprès du personnel enseignant des écoles ciblées, des leaders



traditionnels, des membres des bureaux des micro-assurance des forages, des comités de gestion de points d'eau, des exécutifs communaux pour un total de 993 personnes consultées.

A l'issu du traitement et de l'analyse des données collectées, on constate un faible accès à l'eau potable en milieu scolaire. En effet, 49% des écoles observées, ne disposent pas d'infrastructures. Au sein de celle qui en dispose seulement 26 % sont fonctionnel et 35% sont

fonctionnels mais régulièrement en panne. Ce qui explique que seulement 41% des personnes interrogées aient déclaré avoir accès à au moins un service d'eau potable de base. Relativement à cette insuffisance de points dédiés à la collecte de l'eau potable, 13% des parents et 11% des enfant ont rapportés un acte de violence pendant la recherche de l'eau.

Dans le même sillage, on dénombre au sein des écoles visitées seulement 19% qui disposent de latrine relativement propre avec à proximité un point désigné pour le lavage des mains. Parmi les enfants qui déclarent utiliser les latrines de l'école pour effectuer leurs besoins 29,6% estiment que ces latrines n'offrent pas suffisamment de sécurité/intimité aux utilisateurs.

Environ 44% des personnes enquêtées ont déclaré avoir déjà participé à une sensibilisation sur des question en lien avec l'hygiène et la COVID 19. Globalement, 40% des élèves ont démontrés au moins 03 bonnes pratiques en matière de EHA notamment en ce qui concerne le lavage des mains, le recueil de l'eau à boire dans un récipient à l'aide un gobelet et le lavage régulier des mains avec de l'eau et du savon.

A termes, les principales recommandations vont dans le sens de :

<p>Pour améliorer l'accès à l'eau</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Définir et diffuser en communauté les critères de sélection des membres de CGPE ; ▪ Poursuivre les sensibilisations auprès des membres des CGPE sur l'importance d'adhérer à la micro-assurance ; ▪ Renforcer les capacités des membres des CGPE et des micro assurances des forages sur leurs rôles et responsabilités ▪ Accroître la couverture en eau potables dans les écoles à travers la construction de nouveaux forages et la réhabilitation des forages en pannes, assorti à la création des CGPE et l'affiliation de chacun d'entre eux à la micro assurance des forages.
<p>En matière d'hygiène et d'assainissement</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Accentuer les sensibilisations en milieu scolaire et en communauté sur les bonnes pratiques d'hygiène notamment en lien avec la défécation à l'air libre, la gestion de l'hygiène menstruelle, la gestion de l'eau potable, etc. ▪ Mettre à la disposition des écoles un matériel qui puisse leur permettre de garder l'environnement scolaire propre ▪ Apporter un appui dans les écoles ciblé pour la construction/réhabilitation des toilettes genre sensible.

BIBLIOGRAPHIE

- CARE International au Cameroun., Note conceptuelle du projet Wallindé, 2020.
CARE International au Cameroun., Rapports d'évaluation finale du projet COOPERER II.
CARE International au Cameroun., Rapport d'étude de base des projets COOPERER III.
Cameroun., Vision du Cameroun à l'horizon 2035.
PCD des communes de Mokolo, Hina, Kaélé et Yagoua.
Cameroun., Stratégie Nationale de Développement du Cameroun 2030.
CARE International., Vision 2030 de CARE International, 2020

ANNEXES

ANNEXE 1 : Termes de référence de l'étude de Base

ANNEXE 2 : Tableau d'identification des techniques et des outils par indicateurs du projet

ANNEXE 3 : Guides d'entretiens individuels